
CELLULE OPERATIONNELLE DE COORDINATION
DU PLAN NATIONAL DE LUTTE CONTRE LES DECHETS TOXIQUES

DATE : 1^{er} novembre 2006

REF. :

NOTE AUX REDACTIONS N°008/01-11-06/CICG

Mercredi 1^{er} Novembre 2006

La Coordinatrice du Plan National de Lutte contre les Déchets Toxiques en Côte d'Ivoire, Mme Safiatou BA-N'DAW, s'est rendue ce jour, 1^{er} novembre 2006, sur le site de déversement des déchets toxiques à Coco Services, dans la commune d'Abobo, en vue d'assister au démarrage effectif des travaux de dépollution d'une poche de déchets récemment révélée sur ce site, et sensibiliser et rassurer les populations riveraines dont certaines se disaient abandonnées par la Cellule opérationnelle de crise.

La poche de déchets en question a été révélée à la suite de nouvelles fouilles entreprises dans le talweg, sis à une vingtaine de mètres au-dessous du niveau de la terre et reliant la zone de Coco-Services au bassin d'orage du Plateau Dokui en aval. Une grande quantité de déchets avait été déjà extraite de cette zone du Coco-Services. Et face aux plaintes continues des riverains, tant du côté d'Abobo que du Dokui, d'autres fouilles ont été faites pour aboutir à ce résultat.

Le traitement de ce site très délicat, du fait du relief (20m en profondeur), a nécessité le déploiement d'une technique et d'un matériel de pointe par la société TREDI International, chargé des opérations de dépollutions.

Ce fut l'occasion pour Mme BA-N'DAW de montrer aux populations riveraines que, depuis le déversement des déchets dans le district d'Abidjan, les autorités organisent une veille permanente sur tous les sites soupçonnés avoir reçu des dépôts de déchets. Et que contrairement aux sentiments d'abandon exprimé en particulier par les habitants du Dokui, les équipes techniques continuent toujours les recherches pour les débarrasser totalement de ce produit.

Mme BA-N'DAW a aussi annoncé la mise en place d'une unité mobile de soins primaires dans la zone, en vue d'assister les riverains qui restent exposés aux senteurs des déchets toxiques, sans oublier d'appeler tous ceux qui détiendraient encore quelques quantités de déchets toxiques sur eux à le signaler, sans crainte aucune de représailles.

A la suite de la coordinatrice, M. TANO du Bureau National d'Etudes et Techniques et de Développement (BNETD), chargé de contrôler l'opération de dépollution, a bien présenté la situation du Plateau Dokui où les odeurs restent perceptibles mais qui, malgré toutes les fouilles entreprises à ce jour, ne présente aucune trace de dépôt desdits déchets. L'expert du BNETD a expliqué que les odeurs perçues au Dokui émanent des quantités de déchets déversées dans le bas-fond du côté de Coco-Services, donc en amont du bassin d'orage du Dokui. En conséquence, chaque fois qu'il pleut, ces déchets sont entraînés par les eaux de ruissellement le long du bas-fond côtoyant le quartier du Dokui, sans y stagner pour autant. D'où la nécessité de traiter totalement le problème en amont, du côté de Coco-Service, et de renforcer la veille du côté du Dokui.

Le Lieutenant-colonel Agnimel de l'Office national de la Protection civile (ONPCI), lui aussi sur les lieux, a rappelé la fouille systématique de toutes les boulangeries et la visite de tout lieu soupçonné qu'il a engagée depuis plusieurs semaines retrouver les moindres quantités cachées de déchets toxiques.

Rappelons que la Cellule opérationnelle de coordination du plan National de Lutte contre les Déchets Toxiques avait déjà organisé, en date du 10 octobre 2006, une visite de site conjointe avec la participation de plusieurs représentants des habitants du Dokui, dans les deux bassins d'orages environnants, à la recherche d'éventuelles poches de pollution. Les fouilles n'avaient pas révélé de trace de déchets toxiques à ce niveau ; un constat qui avait été aussi fait par le Président de l'Association des Jeunes du Dokui SOPIM (AJDMS) et qui ressort de son rapport de visite établi au nom des habitants.

♣Source♣

Centre d'Information et de Communication gouvernementale (CICG)

A. YAPI_(225) 20 31 28 28_05 07 71 92

Centre d'Information et de communication Gouvernementale



Immeuble Front Lagunaire 1^{er} étage Plateau - 01 B.P. 12 243 Abidjan 01 - Tél. : (225) 20 31 28 28 Fax : (225) 20 33 29 59

info@cicg.gouv.ci